

François Sainte-Saint-Aire.

Aujourd'hui, il n'en a rien faire sensible le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy.

Attentat, gilet jaune, pandémie, les affres des années Hollande et Macron,

nous ferons presque oublier le tourbillon que fut la présidence de Nicolas Sarkozy.

Pourtant, de tous les locataires de l'Élysée, il fut celui qui a incarné peut-être de plus brut allemand,

un changement de ton et surtout ce qu'on appelle l'hyper-présidence,

comme si la constitution de la cinquième n'offrait pas cette pouvoir comme ça au chef de l'État.

Ce que nous amène à juillet 2010, l'été brûlant dans les couloirs de l'Élysée,

les ferment de la révolte sont en place, une crise financière mondiale,

une réforme des retraites d'affaires passées et d'innombrables affaires qui mis le pouvoir,

mais autour du président, on a trouvé l'appareil, sécurité et identité.

Asseillis par des flux migratoires incontrôlables, traversés de zones de noms droits

où seules réunies racailles et rongées par un islamisme rampant,

la France, vue du ciel Élysée I, apparaît comme un faroeste où seules le chérif peut ramener l'ordre.

Et en ce 30 juillet 2010, agreste noble, Nicolas Sarkozy prononce son discours,

un discours de la tension en deux mots, en assimilant immigration et délinquance.

Il franchit le rubicon et déclenche la polémique voir le malaise.

Notre invité aujourd'hui, le journaliste Edouï Pleinelle,

directeur de la publication de Mediapart,

il fut l'un de ceux qui ont réagi le plus vivement à ce discours de Grenoble.

Il est l'auteur du livre L'Appel à la vigilance face à l'extrême droite

aux éditions La Découverte, un livre qui sort après demas.

Affaire sensible, une émission de France Inter diffusée en direct,

récit documentaire Bastien Janss, coordination Franconnière,

chargé programme Rébecca Donante, réalisation Stéphane Pôme.

Fabrice Drouel, Affaire sensible, sur France Inter.

Grenoble vient de connaître une flambée de violence sans précédent

qui a profondément choqué nos concitoyens.

Nous subissons les conséquences de 50 années d'immigration insuffisamment régulées

qui ont abouti à un échec, un échec de l'intégration.

Le quartier de l'Arlequien à la vie neuve près de Grenoble en souffre quelque peu.

Mais si elle connaît des problèmes analogues à ceux des autres grands ensembles,

notamment la délinquance des jeunes,

elle favorise aussi des moments nouveaux de discussion, de rencontres, des champs.

La qualité des équipements intégrés à cet ensemble,

école, bibliothèque, centre médical, télévision par câble,

permet une vie très intense.

Avant de devenir l'arrière-plan du discours le plus controversé de Nicolas Sarkozy,

le quartier de la vie neuve, au sud de Grenoble,

a représenté un espoir.

Oui, avec son architecture moderne et son parc florissant,

ce nouveau quartier est là des florons des constructions sociales utopistes des années 70.

Pensé comme un espace d'émexité sociale,

ce quartier doit enclencher une dynamique verteuse

pour permettre à chacun de transcender sa condition.
À la vie neuve, on rêve de voir se mélanger toutes les couches qui composent la population rodovloise,
les ingénieurs, les universitaires et les classes populaires
issus pour une grande part de l'immigration italienne et matrimine.
Bien sûr qu'il y a des choses formidables à Grenoble et dans l'Isère
qui pourraient le contester
et qui ont tellement de chercheurs, d'étudiants, de personnes de qualité.
Mais en même temps, je dois voir la réalité telle qu'elle est,
ce qui s'est passé n'est pas inacceptable.
À l'été 2010, la flamme de l'espoir qui anime le quartier de la vie neuve de Grenoble
est pour le moins vacillante.
Les intellectuels et les bourgeois ont fui depuis longtemps cette utopie sociale
et le quartier se popérise d'année en année.
La précarité s'est installée durablement, les trafics et la violence ont suivi.
Karim Bouddha, 27 ans, a grandi ici.
Dans les cours cibles de la cité de l'Arloquin, le principal bâtiment de la ville neuve,
il a couru, il a joué.
Un divorce, un grand frère qui sombre dans la drogue
et voilà Karim empruntant la panthère de la délinquance.
De vol de petits commerçants au braquage de banque,
de maisons de redressement, passage en prison.
Karim Bouddha se rêve en de me libre
et ses faits d'armes lui offrent une certaine stature dans la rue.
Mais devenu père d'une petite fille,
il ne cesse de promettre qu'il va se ranger des voitures.
Mais le 16 juillet 2010, il tente de coûter trop.
Le casino du Ria, j'accueille comme tous les samedissoirs, tous les flambeurs de la région.
Un homme, entrepreneur du coin, est venu jouer gros, comme souvent.
Mais depuis quelques jours, il se s'est suivi par des véhicules suspects.
Alors il a prévenu la police et la police a réagi.
Plusieurs voitures de la BAC sont infectées à sa protection
et les policiers, lourdement armés, attendent patiemment aux abords du casino.
Faut d'une enquête de l'IGB à la boutique,
faut d'un procès,
jamais la lumière ne sera faite sur cette mystérieuse nuit du 16 juillet 2010 au casino du Ria.
Mais on peut s'interroger, pourquoi un tel déploiement policier
pour protéger un joueur de casino?
Toujours est-il que c'est ce soir-là, à 2h du matin,
que Karim Boudouda et un complice débarquent dans la salle de jeu Armopoint.
Le lendemain, leur tentative de braquage fait la une d'égiter.
Depuis quelques semaines, les braquages se multiplient dans la région Ronald.
La nuit dernière, c'est le casino du Ria,
les bains qui a été pris pour cible par deux jeunes malfaiteurs.

Alors qu'ils prenaient la fuite, ils ont été pris en chasse par des voitures de police et de gendarmerie. Il y a eu un échange de tir, l'un d'entre eux est mort, l'autre court toujours. Karim Boudouda est mort au pied des immeubles qui l'ont vu grandir, abattu par les policiers.

Alors, dans la cité de l'Arlockin, la colère monte.

Les nuits suivantes, des voitures s'embrassent, des vitrines de magasins sont fracassées, la police tente d'intervenir, mais l'Arlockin peut se transformer en une véritable forteresse. Des fenêtres, quelques tireurs embusqués visent les policiers, comme dans une citadelle elle a siégé. Saine de guérilla urbaine hier soir dans le quartier de la ville neuve.

Selon les policiers, la violence des casseurs est montée d'un cran.

Nous avons vu, clairement vu, un individu qui a épaulé un fusil et qui nous a tiré dessus. Le quartier est aujourd'hui sous haute surveillance, difficile d'y pénétrer.

Pour le ministre de l'Intérieur, venu soutenir ses troupes, pas question de laisser se reproduire les affrontements de la veille.

Nous allons réagir vite.

À Paris, dans les couloirs de l'Elysée, on ne manque pas une mienne de ce qui se passe à Grenoble. En ce mois de juillet 2010, tout le monde pense aux vacances, mais la cadence imposée par le président est infernale.

Parmi la horde conseiller en tout genre, Maxime Tendonnet, docteur en immigration et sécurité, est pour le moins sous pression.

Non seulement, il est épuisé par les innombrables dossiers et discours qu'on lui demande chaque semaine pour réagir au moindre effet d'hiver, mais il se sent de plus en plus menacé à son poste.

À l'heure de la popote, comme il leur apporte lui-même dans son journal quotidien, il s'emporte quand son collègue évoque ce qui se passe à Grenoble.

La scène de vie quotidienne à la cantine de l'Elysée sous les arcs sarcosies.

On ne peut plus continuer ainsi. Il faut faire quelque chose, bouleverser le système pour durcir la répression de la criminalité.

Oh là, tu veux sortir de l'état de droit.

On en est déjà sorti depuis que les forces de l'ordre ne peuvent plus rentrer dans certains quartiers. Mais qu'est-ce que tu proposes concrètement?

Des peines planchées pour les violences aux personnes, par exemple.

Mais ça serait inconstitutionnel. On ne peut pas bafouer la Constitution. Tu le sais très bien.

Franchement, crois-tu qu'elle n'est pas bafouée la Constitution, quand dans certains quartiers les personnes âgées, les femmes seules, les enfants ne peuvent plus sortir de chez eux sans se faire agresser et racheter?

Je sais, je sais.

Oui, Maxime t'en donnait le sait.

Les événements de Grenoble sont une occasion immanquable pour le président de se fendre d'une aigremme sortie sur la sécurité et l'immigration.

Et le conseiller va avoir beaucoup de travail.

Pour bien comprendre le climat tendu qui règne alors dans les arcs à du pouvoir, il faut remonter au début de cette année 2010, alors que l'exécutif est empêtré dans un débat nébuleux qu'il a lui-même initié.

Cela s'est passé en février.

Voilà plusieurs mois que le grand débat sur l'identité nationale occupe les médias.

Qu'est-ce que être français?

Quels sont les socles de notre identité?

La Marseille? La Marseillaise? Le drapeau? La laïcité?

Comble de la modernité?

Un site internet a été lancé par le ministre de l'immigration et de l'identité nationale,

Éric Besson, pour recueillir les doléances et les propositions des Français autour de ces questions.

Un séminaire gouvernemental doit en tirer des conclusions dans le courant du mois.

À gauche, on dénonce au mieux une pathétique manœuvre pour attirer les voix du Front National en vue des élections régionales et au pire une vraie dérive identitaire.

Le 4 février, le président défend la tenue de ce débat sur le plateau TF1.

Mais bien sûr que c'est un débat qui préoccupe les Français.

Les Français se demandent mais les Français sont des gens généreux ou verts.

Mais les Français veulent une logique de droit et de devoir.

C'est comme dans un couple, quand on ne se parle pas.

Quand on ne se dit plus rien, un jour on se réveille disant après c'est la catastrophe.

Dans une nation, quand on ne réfléchit pas ensemble,

à ce qu'on veut faire ensemble, à quelles sont les valeurs qu'on veut porter.

Alors si on n'a plus rien à dire, on ne débat pas.

Bien nous, nous avons des choses à dire et je pense que ce débat se passe tout à fait dignement et qu'il est utile, profondément utile, dans la situation de crise que nous avons connue.

Le lendemain, dans le salon vert qui juxte le bureau de Nicolas Sarkozy

où s'en réunit quelques ministres et conseillers du président,

tout en maximum tant de mai, le ton est très différent.

Sarkozy et Furiber.

J'ai voulu vous voir de toute urgence.

On ne peut pas faire un séminaire des ministres

pour annoncer seulement qu'on va apprendre à Marseillaise en classe.

Trouvez-moi autre chose.

Et les ministres d'improviser quelques mesures.

Un service civique pour tous.

Proposer Eric Besson.

Un impossible à mettre en oeuvre.

Réter que Claude Guéant, le secrétaire de l'Élysée,

qu'on appelle ici le Cardinal, a un côté de Mazar.

Le drape au tricolore dans chaque classe.

Un défilé de civile le 14 juillet.

Grotesque peste le président.

Des statistiques démographiques par Etnie,

la Sarkozy réagit positivement.

Ce serait intéressant effectivement de connaître

le nombre de Français d'origine africaine,

maghrébine, asiatique.

Mais il est interrompu par Henri Gennaud,
son plus proche conseiller qui lui a des principes
et qui élève le débat.
Non, dit-il.
Ce serait la mort de l'esprit républicain.
On s'accorde finalement sur la création
d'incarnés du jeune citoyen.
Oui, un peu d'éducation civique,
ne fera pas de mal qu'on vire le président, genre être Français,
ça se mérite.
La semaine suivante,
ses minières gouvernementales tournent au théâtre de Grand Guignol
avec des morceaux choisis relayés dans le canard enchaîné.
Chante, chante aurait réclamé en cœur
les ministres Jack Lang,
qui proposait dériver d'où ce France,
le Charles Trenet,
en symbole de l'identité nationale.
Le suffocant débat,
voulu par le président,
est bien vite enterré par ses ministres.
Beaucoup de bruit pour pas grand-chose, finalement.
En tout cas,
si la séquence est pensée comme une rampe de lancement
pour les régionales,
elle est un flop retentissant.
Le 20 mars 2010 en effet,
la droite est balayée par les jaunes.
Pour Nicolas Sarkozy,
deux ans avant les présidentielles,
la présidentielle,
l'heure est grave.
C'est à la une ce matin, évidemment,
les régionales,
matinales spéciales sur France Inter et Journal,
presque exclusivement consacrées à ce second tour,
avec donc la victoire sans appel de la gauche.
Elle emporte dans 21 des 22 régions de métropole,
près de 54% des suffrages,
du jamais vu depuis 1981.
Même François Fillon ne peut que reconnaître
le succès adverse.
Le résultat de ce soir
confirme le succès des listes de gauche.

Et cela constitue
une déception pour la majorité.
Après le débat électoral,
l'exécutif doit se relever.
Un homme semble avoir particulièrement
l'oreille du président dans cette période.
Patrick Buisson, ancien de l'action française,
parti historique de l'extrême droite,
directeur de la chaîne histoire
et conseiller du président depuis la campagne de 2007.
La ligne dure du candidat Sarkozy,
c'est lui.
Le virage à droite,
tout pour aller gratter des voix du FN,
c'est lui.
Le ministère de l'immigration
et de l'identité nationale,
la chasse aux assistés et l'obsession sécuritaire,
c'est la ligne Buisson,
l'éminence grise, très grise,
qui a rapporté le gros électoralement
et qui est payée gracieusement en contrepartie.
C'est une société, public fact,
spécialisée en enquête d'opinion
et privilégiée par les cabinets de l'Élysée,
qui paye des millions
pour la commande d'innombrables sondages.
Dans cette période de grande turbulence
qu'elle prit en 2010,
Nicolas Sarkozy va ainsi se cramponner
pour le quiconque est le mieux
qu'il a incarné sous Jacques Girac
et qu'il s'est le plus spectaculaire dans l'opinion,
ministre de l'Intérieur.
L'opération est restée secrète jusqu'à ce matin.
Nicolas Sarkozy en visite surprise
au dépôt de bus de Tremblay en France.
Le chef de l'État veut montrer
qu'il est à l'écoute des conducteurs
caillassés et agressés depuis plusieurs jours.
Plus ministre de l'Intérieur que jamais,
Nicolas Sarkozy profite de cette visite
en Saint-Sanis
pour retrouver les vertus

du face-à-face direct.
Au pied du bus, avec les conducteurs
qui exercent leur droit de retrait,
ils négocient.
Mais si vous ne reprenez pas le travail,
ceux qui gagnent, c'est les voyous.
Parce que si ce qu'ils veulent,
ils veulent nous impressionner.
Des chauffeurs de bus agressés par une bande de voyous
à Tremblay en France,
une agression à l'arme blanche dans un lycée,
une femme arrêtée au volant
alors qu'elle porte une borca.
Même les chauffeurs de bus invités à l'Elysée
et des dépassements présidentiels
sont organisés un peu partout
à sortie de grandes annonces.
Vidéo, surveillance aux arrêts de bus
et dans l'Elysée,
création d'interna pour les perturbateurs scolaires,
suspension des allocations familiales
pour les parents d'enfants absenteïstes
et nous en préparation pour interdire la borca.
En Saint-Sanis,
un nouveau préfet, un ancien flic
et nommé pour reconquérir le territoire.
Dans les salons de l'Elysée,
les réunions sécurité s'enchaînent.
Dans son journal,
Maxime Tandonnet fait part de son épuisement.
23 avril,
nouvelle rayon police,
la troisième en 15 jours.
À chaque fois, je me tape le dossier.
17 mai,
nouvelle séance sur la sécurité
présidée par le chef de l'État.
Ces réunions sont-elles vraiment indispensables?
Il ne cesse de proclamer qu'il ne veut pas redevenir
ministre de l'Intérieur,
mais que fait-il d'autre en ce moment?
Au milieu de ses conseillers,
Nicolas Sarkozy étourent à tout,
compatissant, voire bada,

puis soudainement anxieux,
obsédés par les chiffres de la délinquance
et ultra-colérique.
Et c'est ainsi qu'un beau jour d'avril,
un nouveau sujet mis sur la table,
comme ça,
comme s'il venait de traverser
l'esprit du Président,
dont on donnait rapport de les propos.
Je voudrais qu'on fasse le point sur un sujet
qui préoccupe de plus en plus les gens,
celui des campements illégaux de nomades.
Mettez vos juristes là-dessus,
que peut-on faire?
Pensez aux pauvres gars qui conduisent sa voiture,
se fait taper dessus
parce qu'il a été surpris
par un radar à 2 km de trop
et qui voit surgir des installations sauvages un peu partout
sans que personne ne réagisse.
Il faut absolument faire quelque chose.
Dès lors,
les roms deviennent l'obsession de l'Elysée,
car c'est bien d'eux dont le Président parle.
Cette population nomade,
qui profitant de l'entrée de la Roumanie
et de la Bulgarie dans l'Union européenne,
affaie ces pays où elle était discriminée
pour se réfugier aux abords de nos villes,
recluse dans des camps de fortune
sans accès à l'emploi ni protection sociale.
Eux,
environ 15 000 personnes en France,
qui vont subir dès lors
une politique d'exclusion milieuse
et sans concession.
Oui, eux,
et non les autres populations
de gens du voyage habitant le territoire français.
Il est important de le préciser,
car comme nous allons voir,
à cette époque à l'Elysée,
on n'est pas une confusion près.
Dans les bras d'une autre fille,

j'envie l'amour que j'ai,
à pêche noire,
ça va trop vite,
comme la morangeave
pour un jeune noir,
ça commence dès la garderie,
cet écart terrible,
ça va très vite,
comme l'avenue des flics
dans les quartiers riches,
grandir avec de leur empart,
hérité de vos remparts,
et l'écrit des écoles privées,
deviennent vos remparts.
Alors ouais,
qu'on peut tous en sortir,
c'est vrai,
mais faut quand même
faire beaucoup plus
d'efforts en bas à en bas.
Tu sais ce qu'ils diront,
si jamais tu leur en parles,
t'inquiète pas, va.
Quand il y a du chiffre en jeu,
on devient fort en maths,
les nouvelles feront mal,
ça crie hôtel,
encore une crème,
quaine de beauté
que la rue entière.
T'as voulu arracher la douleur,
devenir insensible,
mais il reste
encore dans le coeur,
un peu de cette bonte
que ta cruauté, faut pas qu'on s'atrophie,
bilan catastrophique,
car souvent,
tout passe trop vite
à parler souffrance.
L'homme était bon
avant qu'il souffre,
mon reflet dans une flac
déformé par le vent

qu'il souffle.
Aujourd'hui,
le discours
de Nicolas Sarkozy
à Grenoble en 2010.
La situation se dégrade un peu plus.
En juin,
l'affaire éclabouche le pouvoir.
L'affaire bête en cours
et l'affaire carachie
impliquant directement
le président Sarkozy.
Celui-ci est au plus bas
dans les sondages,
plafonnant 30%
d'opinion favorable.
La réforme sur les retraites,
celle qui nous fit passer
de 60 à 62 ans,
est annoncée
le 16 juin
et promet
des mois
de grande turbulence
au pouvoir,
résonance.
Mais Nicolas Sarkozy
ne change pas de cap.
Le 24 juin,
il est sur pied de guerre.
Dans la nuit,
et dans le plus grand secret,
est organisé
une sorte d'affaire,
une sorte d'affaire
et un secret est organisé
une sortie présidentielle
en Sainte-Saint-Denis.
Après un passage
obligé
chez les chauffeurs de bus
de Tremblay,
quelques amabilités
échangées sur le fiasco

des bleus
qui se sont ridiculisés
en Coupe du Monde,
on va virer
le responsable,
le premier Sarkozy.
Un détour
par la gare de Sainte-Denis
puis le cortège
présidentiel
poursuit son voyage
au bout de la nuit
jusqu'au pied
de la cité
de 4000 à la Courneuve.
Là,
où justement,
quelques années plus tôt,
Sarkozy avait annoncé
promettant de passer
la racaille aux carchères.
Il se trouve que la nuit
bien avancée
est très calme.
Seuls,
quelques bateaux
traînent encore.
Alors,
le Président s'approche
des jeunes,
les uns après les autres
et leur dit,
vous habitez dans la cité?
Vous ne voulez pas me parler?
Vous avez quelque chose
à vous reprocher?
Donnez-moi votre nom.
Nous allons vous trouver
du travail.
Mais des holles d'immeubles,
un mur-murin qui est en monte,
faisant frémir
le service de sécurité
et surtout,

Maxime Tandonnet,
qui rapporte
cette scène hubueste
dans son carnet.
Les Sarkozy redoublent
d'intensité,
l'ugue,
comme venu
des profondeurs de la bime.
Des ombres furtives s'approchent
et disparaissent.
Les policiers commencent
à paniquer.
Et le Président
a un perturbable.
Dites un jeune
qui l'a proposé
un peu plus tôt
une aide
pour trouver une formation.
Alors,
vous avez réfléchi?
Oui.
Je vais aller à la mission locale.
J'ai plus confiance,
rétor que le cours ne vient.
Gognar.
Bon,
les Considélisées
pensent le Président rassasi
après cette nuit
en Seine-Saint-Denis.
C'est sans compter
sur son associable appétit,
justement,
lui qui veut de nouvelles sorties
sécurité à Paris,
puis ils en provaincent.
Et bien, la mort
du braqueur de Grenoble
et les violences urbaines
qui s'en suivent le week-end
du 18 juillet
offrent un cadre idéal.

C'est une descente violente
au coeur de Saint-Aignan,
une commune de 3400 habitants.
Une cinquantaine de vandales,
la plupart cagoulées
et armées de hache
et de barres de fer.
Pendant près de deux heures,
ils détruisent les arbres,
s'attaquent à la gendarmerie
et dévalisent la pâtisserie.
Un déferlement de violence
qui sème la panique
chez les habitants.
Tu as mes côtés de face du mâle?
Je ne suis pas inquiétée
par le nom,
c'est pareil sur Biggie,
je sens pas.
T'as plus l'air,
c'est une taille.
Pourquoi qu'ils ont fait ça?
On n'a rien fait.
La plupart sont des gens
qui voyagent qu'ils laissent éclater
leur colère distille
pour protester contre la mort
vendredi
d'un de leurs camarades.
Il a été tué par un gendarme
alors qu'il tentait,
selon le procureur,
de forcer un contrôle
tenu par deux militaires.
Des arbres tronçonnés,
une gendarmerie vandalisée,
une pâtisserie dévalisée.
En ce 10 juillet 2010,
ces images improbables
tournent en boucle
dans les médias.
Et puis il y a la petite commune
de Saint-Aignan
d'Etat

pour le moins spectaculaire.
La mort suspecte
de Luigi Duconnais,
22 ans,
a réveillé la colère
des gens du voyage
qui ont raragé
le village du coin.
Ces images spectaculaires
s'additionnent
à celle des émen grognobois.
Alors Claude Guéant
appelle immédiatement
Maxime Tendonnet.
Le président
veut un communiqué
de presse
pour le soir même.
Le conseiller prend sa plume
et couche sur le papier
quelques éléments
d'engages
qui sont,
depuis quelques mois,
devenus une ritournelle.
Des événements
de la même gravité,
l'autorité
de la loi
doit être respecté,
etc., etc.
Mais le soir,
il va paraître
un communiqué modifié
dans les grandes largeurs.
Une visite présidentielle
à Grenoble
y est annoncée
pour installer
un nouveau préfet,
un ancien flic,
à nouveau,
pour ramener l'ordre.
Mais surtout,

une phrase
fait féminine,
tendonnée.
Les événements
dans le loi réchère
soulignent les problèmes
que posent les comportements
du voyage
et les roms.
Voilà.
Les roms
qui n'avaient rien à demander.
Les voilà belles
à l'affaire de Saint-Aignan.
La réaction
ne s'est fait pas attendre.
Après les violences urbaines
observées à Saint-Aignan,
Nicolas Sarkozy
a annoncé hier
une réunion
sur les comportements
de certains membres
parmi les gens
du voyage et les roms.
Le chef de l'Etat
s'est attiré
les foudres
de la Ligue des droits
de l'homme
qui dénoncent
une stigmatisation
raciste.
Il faut savoir
que les gens du voyage
sont une expression
en France
des populations nomades
mais de plus en plus souvent
sédentarisées
et pour la plupart
de nationalités françaises
contrairement
aux roms

qui sont eux essentiellement
des tiganes
d'origine humaine.
Tendoné écrit
dans son carnet
on est en train
de dérapier
un vent de panique souffle
en ce moment sur le palais.
Mais le voilà
bien vide
au retour
à son scriptorium
pour rédiger un premier G
du discours
que tiendra le président
à Grenoble
le 30 juillet.
Son brouillon
s'adresse
à différents conseillers
dont Cédric Goubet
le secrétaire particulier
du président.
Deux jours avant la tenue
du discours
réignons des plumes
pour y mettre
un point final.
On leur a compris
tendoné
n'est pas le plus modéré
sur les questions
de sécurité
d'immigration
mais quand
il entend
Cédric Goubet
lire la nouvelle version
du discours
il n'en croit pas
ses oreilles.
Dans celle-ci
le lien entre

délinquance
et roulée
et on découle
toute une série
de mesures
comme autant d'alons chocs.
Jamais
la communication présidentielle
n'était allée
aussi loin.
Tendonné sa pause
violemment
rien n'est applicable
cela va déclencher
des polymixtériles
tout n'est que gesticulation
inutile
de l'esbrouf
du cinéma.
Il invoque
même le racisme.
Face à lui
Goubet
visageait
massier tout juste
remis d'un burnout
explose.
Et voilà
les deux conseillers
de la situation.
Si on paie
en demi-louce
ce sera ta faute
balance le secrétaire
particulier
au conseiller intérieur
l'insulte suprême
mais les guégués
de courtisans
ne changeraient rien
le discours
restera en l'état.
Alors
l'initiative

personnelle
du petit conseiller
ou directif
venu de plus haut
qui est
vraiment derrière
ses nouvelles
lignes
introduites
dans le discours
de Grenoble.
Buisson
Guéant
Sarkozy lui-même
a deux conseillers
son crédit
comme corps rédacteur.
Le jour même
un grand rayon
sur les roms
est tenu
dans le salon
à un cap et fixé
200 évacuations
de camp
en trois mois.
Satisfait
Nicolas Sarkozy
peut changer de sujet
à ton prévu
une nouvelle réunion
sur l'immigration
moi je me demande
s'il ne faut pas
totalement chambouler
notre politique
sur les visa
et réduire
drastiquement
les entrées.
30 juillet
dans le salon
de Grenoble
Madame

le garde des sauts
Monsieur le ministre
Mesdames et messieurs
les parlementaires
Monsieur préfet
Monsieur le maire
de Grenoble
Monsieur le président
du conseil général
Grenoble vient de connaître
une flambée de violence
sans précédent
qui a
profondément
choqué
nos concitoyens.
Les conseillers
rogardins
qui est le président
monté à la tribune
et commençait son discours
tant donné souffle
à un collègue
j'espère qu'il ne va pas
prononcer
les passages explosifs
du discours
il te fait des illusions
et plus que l'autre
le président s'exprime
pendant 33 minutes
les 10 premières
sont consacrées
aux événements
Grenoble
dans les 20 suivantes
il annonce
sa politique de réforme
pour la sécurité
et l'immigration
Florilège
L'instauration d'une peine
de prison
incompressible

de 30 ans
pour les assassins
de policiers aux gendarmes
sera discutée
au parlement
dès la rentrée
les peines planchées
qui fonctionnent bien
mais qui ne s'appliquent
aux multirécidivistes
seront désormais
étendus
à toutes les formes
de violence aggravées
nous allons
réévaluer
les motifs pouvant donner
lieu à la déchéance
de la nationalité française
la nationalité française
doit pouvoir être retirée
à toute personne
d'origine étrangère
qui aurait volontairement
porté atteinte
à la vie
d'un fonctionnaire
de police
ou d'un militaire
de la gendarmerie
la question de la responsabilité
des parents
est clairement posée
je souhaite que la responsabilité
des parents soit mis en cause
lorsque des mineurs
commettent des infractions
les parents
manifestement
négligents
pourront voir
leur responsabilité
engagée
sur le plan pénal

de même la question
des allocations familiales
quand une famille
ne signale pas
que son enfant ne va plus
à l'école
est-ce que cette famille
peut continuer à aller au bureau
la caisse d'allocation familiale
pour percevoir les allocations
comme si
il ne s'était rien passé?
peine planchée
chantage aux allocations familiales
à responsabilité pénale des parents
déchéance de nationalité
sarcosige et de nombre
paver dans la marre
et ouvre la boîte de Pandore
mais son discours
ne serait que
très habitué
à le finalement
sans son célèbre
couplé sur l'immigration
et les romes
enfin
il faut le reconnaître
et je me dois de le dire
nous subissons
les conséquences
de 50 années d'immigration
insuffisamment régulées
qui ont abouti
à un échec
un échec de l'intégration
la règle générale est claire
les clans destins
doivent être reconduits
dans leur pays
et c'est dans cet esprit d'ailleurs
que je vais demander
au ministre de l'Intérieur
de mettre un terme

aux implantations sauvages
de campements de Rome
ce sont des zones
de non droit
à l'air et en France
dans les trois mois
la moitié de ces implantations
sauvages auront disparu
du territoire français
je vous remercie de votre attention
le président est à peine
remonté dans son falcon
direction Paris
que la polémique éclate
pendant plusieurs jours
la presse est l'opposition
seule des chaînes
proposignum
populisme
xenophobie
d'échéance morale
refrain des années 30
à l'Élysée
on a d'abord satisfait
de l'effet produit
mais pas tout à fait conscient
du côté inapplicable
de la plupart des mesures
annoncées par le président
mais peu importe
ce qui compte
c'est que
ce que les français
en ont pensé
le 5 août
un sondage du Figaro
est repris
dans tout l'Égypte
70% des sondés
seraient favorables
à la déchéance
de nationalité
pour les binationnaux
commettant

à meurtre
de policiers
ou de gendarmes
et 79%
sont pour
les démons
tellement des camps de Rome
malgré les critiques
qui viennent de tout bord
le discours de Grodum
s'en va arrêter
bien reçu par l'opinion
un jour d'hôte
Maxime Tandonnet
reçoit un appel
c'est le président
en ligne directe
j'ai une entière confiance
en vous Maxime
merci pour tout ce que
vous avez fait
le conseiller
ne peut réprimer
un sourire de satisfaction
certes
un peu gêné
une année écrine
y a approuvé le discours
pour lequel
il était
présent porté au lieu
par le président
le jour même
son nom sort dans la presse
cité comme l'auteur
du discours
les journalistes
tiennent en coupable
deux jours est-il que le pouvoir
compte bien surfer
sur le sondage
du Figaro et accélérer son action
une circulaire
du ministère

de l'Intérieur
est transmise
à toutes les préfets de France
300 encampements
ou implantations illicites
devront avoir été
évacués d'ici 3 mois
en priorité ceux des Roms
la deuxième partie
de la phrase
visant explicitement
une ethnie particulière
et reprise dans tous les médias
durant l'été
pas un jour
sent qu'un reportage
sur l'évacuation
d'un grand Rrom
ne passe à la télé
à l'étranger
nos voisins
observent d'un noyé
faire ce qui se passe
dans le pays des droits
de l'homme
l'église catholique
par la voix de son pape
Benoît XVI d'abord
monte au créneau
pour soutenir
les Roms de l'exagone
puis c'est l'union européenne
qui accuse
par la voix de sa commissaire
à la justice
au droit fondamentaux
Vivian Ridding
et il va sans les tours
pour sortir
de cet été brûlant
à la France
et sous le coût
d'une sanction européenne
les expulsions

de Rome
sont condamnées
par l'ensemble
de la communauté
internationale
les fantômes
de Vichy
sont même quelquefois
évoqués
les banlieues
et les populations
d'origine immigrée
sont stigmatisées
comme jamais
la ville
de Renaud
par exemple
répondant bientôt
au soubriqué de
Chicago
sur Isère
a été durablement
marqué
pour y que ce raison
parlementaire
ou constitutionnelle
le président lui stagne
à 26% dans les sondages
mais devant ses conseillers
les civets
et quelques parlementaires
tout acquis à sa cause
il jubile
en cette rentrée de septembre
et il dit
nous avons gagné
la bataille de l'idéologie
vous voyez le discours
de Renaud
je l'ai prononcé
il y a plus d'un mois
et je vis toujours dessus
avez-vous déjà
vu un homme politique

prononcer
un discours
qui scande
l'actualité
de Renaud
nous sommes alors
le 8 septembre 2010
et ce genre-là
la réforme des retraites
entre en débat au parlement
le président de la République
qui apparaît souriant
et sûr de son coup
face à la levée de bouclier
qu'il attend
le véritable tournant
de son quinquennat
non
le pays ne sera pas bloqué
sa réforme passera
vous vous rendez compte
que je suis en train
de supprimer la retraite
à 60 ans
pas 20-t-il
moi on me laisse
faire le pays
et si des choses se compliquent
eh bien
on organisera
une nouvelle réunion sécurité
je ne reconnais pas
leur accent
que va devenir
notre France
si l'on ne peut pas dire
ce qu'on pense
j'entends
déjà
sur la plaine
devant moi
deux ans
toujours
les cordes reviennent

lignées
à mon franc seul
je me comprends
comprenez-moi
de mon temps
ce n'était pas comme ça
on réglait ce genre de problème
à coups de matraques
de chaînes
il voudrait s'asseoir
sur nos souches
nous voler le pain
de la bouche
ce qui couvre de mon toit
que vont-tu faire à mes enfants
j'entends
déjà
sur la plaine
devant moi
deux ans
toujours
les cordes reviennent
j'entends
déjà
sur la plaine
devant moi
deux ans
toujours
les cordes reviennent
lignées
à mon franc seul
France inter
affaire sensible
Fabrice Drouel
aujourd'hui le discours
de Grenoble et Nicolas Sarkozy
en 2010
on en parle
avec notre invité
Dwiplénel
Bonjour
directeur de la publication
de Médiapart
vous avez été

l'un de ceux
qui ont le plus vivement
réagi
à ce discours
de Grenoble
vous souvenez
de ce que vous avez écrit
en substance
à l'époque
oui je l'ai
même apporté
je l'ai sous les yeux
ah bah très bien
c'est mieux que la substance
le titre c'est
Sarkozy contre la République
un président
hors la loi
et dans l'article
j'explique
que
le président
Nicolas Sarkozy
par ce discours
de Grenoble
est devenu
un délinquant
constitutionnel
je m'explique
nous avons une constitution
et elle est toujours là
qui dit que la fonction
présidentielle
n'appartient pas
à celui qui l'occupe
mais qu'elle est
la gardienne
je cite le président
de la République
veille au respect
de la constitution
or que dit notre constitution
en son article premier
celui qui dit

que notre République
est laïque, indivisible,
démocratique et sociale
il dit
la République
assure
l'égalité
devant la loi
de tous les citoyens
sans distinction
d'origine
de race
ou de religion
cette constitution
et par ailleurs
se réclament
non seulement
de la déclaration
des droits de l'homme
nous naissons tous
libres
et endroits
et en dignité
à ajouter
la déclaration universelle
mais elle ajoute aussi
et c'est pas un hasard
le préambule
de la constitution
de 46
après la 2e guerre mondiale
après
les catastrophes
des idéologies
de l'inégalité
de l'exclusion
du racisme
de la xénophobie
et bien ce préambule
dit que tous les humains
sans distinction de race
de religion
ni de croyance
possèdent

des droits
inaliénables
et sacrés
c'est ce rappel
qui m'a permis d'écrire
que le président
de la République
Nicolas Sarkozy
en 2010
en disant
que la nationalité
doit pouvoir
être retirée
à toute personne
d'origine
étrangère
romper
la constitution
dont il est
le gardien
donc la guerre était grave
c'est très très grave
et c'est même
je vous remercie
vraiment
en tant que citoyen
de revisiter
ce moment
car c'est sans doute
la scène inaugural
la scène primitive
de ce qui risque d'arriver
c'est-à-dire l'arrivée
au pouvoir
finalement
de ces partisans
de l'inégalité naturelle
ce qu'on appelle
l'extrême droite
qui au-delà
pour moi
des expressions partisanes
c'est celles
et ceux

ils ont le droit
dans leur tête
de le penser
qui pensent qu'il y a
des civilisations
supérieures à d'autres
des origines
supérieures à d'autres
des religions supérieures
à d'autres
des croyances
des apparences
des identités
ils ont le droit
de le penser
ça veut dire
que ce discours
de Nicolas Sarkozy
il représente
une étape
il a
il a déverrouillé
il a déverrouillé
une porte
dont toutes les forces
républicaines
étaient les gardiens
cela fait bientôt 13 ans
et depuis 13 ans
il suffit
de brancher nos radios
nos télévisions
aujourd'hui
ce discours
de l'inégalité naturelle
a pignon sur rue
ce n'est pas possible
dans une démocratie
car c'est le pilier
de notre démocratie
le pilier
de notre démocratie
ce qui nous a permis
de conquérir

des droits
des droits d'expression
des droits sociaux
des droits
pour les femmes
des droits
pour tous
qui nous soyons
de quelque origine
de quelque condition
que nous soyons
de quelque apparence
de quelque sexe
de quelque genre
c'est cette idée
de l'égalité
si
l'on ouvre
la voix
si l'on
fait cette brèche
au nom de l'origine
en disant
parce que vous êtes
de telle origine
vous n'aurez pas
les mêmes droits
et c'est une catastrophe
et la catastrophe
est la durée
quelques années après
l'un de ceux qui s'est dressé
contre cela
François Hollande
à l'époque en 2010
dans la panique
des attentats
de 2015
à lui-même
eu recours
à cette arme
de la déchéance
de nationalité
qui est

la bombe atomique
du droit de la nationalité
qui crée un malaise
de toute façon
que ce soit version sarcusie
ou Hollande
ça crée un malaise
trembler
le malaise bien sûr
nous l'avons
tous vécu
il s'est exprimé
mais le problème c'est que
la porte ne s'est pas refermée
on joue avec ça
et on joue avec
une logique
du beau commissaire
encore une fois
les catastrophes viennent de là
et ne viennent pas
d'une décision d'en haut
les catastrophes démocratiques
elles viennent d'un état d'esprit
d'un état du débat public
c'est ce que vous dites
dans votre livre
qui sort après-midi
je crois que ça correspond
à ce que vous dites
or c'est ainsi
qu'adviennent les fascismes
quelqu'en soit les avatars
selon les circonstances
les pays ou les époques
non par une fatalité
qui découlerait du contexte
économique et social
mais par une accoutumance
idéologique à leur passion
mortifère
bien sûr
ça ressemble à ça
bien sûr

on ne peut pas
on a des divergences
on a des débats
on a des problèmes sécuritaires
on a des problèmes sociaux
on a toutes sortes de questions
mais ce qui fait
notre socle commun
quel que soit nos sensibilités
depuis que nous avons
découvert en Europe
que ces idéologies
ces mots
pouvaient produire
des crimes
des crimes contre l'humanité
ce que rappelait
la commissaire européenne
que vous citiez tout à l'heure
c'est à dire
expulser de l'humanité
des personnes
à raison de leur origine
à raison de l'étiquette
qu'on leur met
du préjugé
du stigmat
que l'on met sur elle
à partir du moment
où l'on accepte cela
dans le débat public
en se réclamant normalement
de familles de gauche
ou de droite républicaine
eh bien on met le loup
dans la bergerie
qui va manger tous les moutons
et concernant la droite
puisque à propos du contraire
Nicolas Sarkozy a parti
en camp de droite
est-ce que vous avez le sentiment
que la frontière
est devenue une de plus en plus

poreuse entre la droite
et l'extrême droite
et que le discours
de Grenoble
en est une illustration
est-ce que c'est lié?
bien sûr
bien sûr que cette frontière
est poreuse
d'ailleurs tous les protagonistes
de l'époque
sont toujours dans ce paysage
Nicolas Sarkozy
est toujours un conseiller officieux
de l'actuel président
de la République
il n'a jamais revenu
sur cette attitude
qu'il a eue à l'époque
et je voudrais souligner
parce que vous rappelez
tout le contexte
de cette diversion xénophobe
c'était l'affaire Bétancourt
qui a été d'une très très grande
virulence
et qui était portée
vous le savez
par médiapart
et il y a eu une grande panique
car cette affaire
quand même concernait
le camp présidentiel
concernait le financement
de sa campagne
concernait le magistrat
qui était à l'Élysée
était concerné
et ainsi de suite
et il y a quelque chose
de très tragique dans tout cela
c'est que ces personnes
qui brandissent
ces questions de sécurité

pour dire
il faut désigner les étrangers
il faut désigner les roms
il faut désigner
la partie de nous-mêmes
qui vient d'ailleurs
mais qui est française
comme vous comme moi
et bien ces personnes
ce sont des gens
qui sont soupçonnés
d'être des malfaiteurs
M. Sarkozy aujourd'hui
et multi mis en examen
dans une affaire
que médiapart
a beaucoup chroniqué et porté
qui est l'affaire Libienne
et il est même
mis en examen aujourd'hui
pour association de malfaiteurs
M. Ortefeu
qui est le ministre de l'Intérieur
à cette époque il était poursuivi
et même condamné
pour des insultes
liés à l'origine
visant notamment les musulmans
et lui aussi
mis en examen dans ce dossier
M. Guéant le cardinal
dont vous parliez tout à l'heure
il est aussi mis en examen
donc il y a
quelque chose d'apprenti sorcier
chez ces gens
je ne les juge pas moralement
je dis juste que ces gens
pour se sauver politiquement
pour se sauver au pouvoir
sont prêts à mettre le feu
à la République
à ses principes
à ses vertus

là où
Jacques Chirac
quand il était
mis en cause dans ses affaires
disait
oh ça fait pchite
oh c'est abracadabrantésque
donc c'était j'allais dire
à la loyale par rapport à nos révélations
mais
ce n'était pas virulent
et puis il ne désignait pas
à ce moment là des bouquets misères
pour s'en sortir lui-même
donc ce dont nous parlons
aujourd'hui même
en 2023
cette scène de 2010
eh bien c'est le début
de ce qui peut être
dans quatre ans
une immense catastrophe démocratique
donc une date qui fait date
on va se retrouver dans
trois minutes de Wepedale
après avoir écouté Young fathers
...
...
...
...
...
...
c'est une ligne qui a
contaminé au-delà de patrick buitton
qui vient de l'extrême droite
et qui l'est profondément resté
il vient de l'action française
l'action française c'est la famille idéologique intellectuelle
avec y compris des auteurs brillants
Charles Morasse lui-même
était un auteur brillant
qui est le laboratoire européen
des idéologies
d'extrême droite

des idéologies qui peuvent produire
aussi des crimes au nom
de la hiérarchie des humanités
et donc
ce courant
a totalement infiltré
on le trouve aujourd'hui
dans le débat public
on le trouve dans des chaînes de télévision
dans des chaînes de radio
dans des journaux
il y a eu à la dernière campagne présidentielle
un candidat
qui a dit tout cela publiquement
il s'appelle Eric Zemmour
il venait du service public de télévision
il venait de la gauche
de la gauche nationale républicaine
du cheveu de mentisme
et il est toujours d'ailleurs
enfin il était plutôt
une plume du journal
de la droite française
Le Figaro
et ils ont franchi un pas
vous savez la même année 2010
l'un de ces figures
intellectuelles
c'est des postures
on croit que c'est des postures
mais les mots que nous l'avons appris
sur ce continent peuvent
se transformer en balles
quelqu'un à la même année 2010
a sauci deux mots simples
c'est l'idéologie meurtrière de nos jours
le grand remplacement
ces deux mots
Renault Camus a inventé cette formule
popularisée par Eric Zemmour
adoubée par Michel Houellebecque
qui est l'écrivain le plus traduit
et aujourd'hui parfois le plus connu
à l'étranger

cette idée que notre peuple
serait remplacé par un autre
que une partie de notre peuple
voudrait en exclure une autre
c'est une idéologie terrifiante
c'est une idéologie qui est un appel
à ce qu'une partie de notre peuple
s'efface
C'est fantasmatique en plus
C'est un fantasme total
les spécialistes de l'immigration
le raconteront
le François Éran
qui tient la chair au collège de France
le document encore dans des livres récents
tout ça est bien sûr
et de l'ordre du fantasme
mais on instille quelque chose
on instille ce fantasme
on instille cette dérégalisation
et on l'instille dans la tête
de personnes qui de bonne foi
vont se dire mais au fond
des infisies, des civilités
tous mes petits problèmes viennent de là
et ils viennent de là
du fait qu'il y a une partie de gens
bien que l'on doit chasser
ou que l'on doit d'abord invisibiliser
c'est à dire qu'ils ne doivent plus avoir l'air musulman
ils ne doivent plus avoir l'air d'ailleurs
ils ne doivent plus avoir l'air différent
et puis s'ils ne comprennent pas
qu'ils doivent s'effacer
nous allons, et ils appellent carrément ça
la grande remigration
nous allons les faire partir
le livre que vous citiez qui sort cette semaine
l'appel à la vigilance, je rappelle
tous ces débats
puisque'il y a eu des alertes
en temps et en heure, il y a 30 ans
en 93, dans le monde
et d'ailleurs vous rendez hommage

à l'un de ces signataires
l'historien Maurice Linder
absolument
qui est décédé il y a peu de temps
le livre est provoqué par son décès
parce que je voulais rendre hommage à cet histoire
où il avait rassemblé un grand résistant
Jean-Pierre Vernand, un grand écrivain
Humberto Eco et 38 autres
grandes personnes qui ont lancé
cet appel à la vigilance sur comment
les catastrophes
elles ne viennent pas simplement
des élections, elles ne viennent pas simplement
des actions des partis politiques
la question, et cela concerne notre
métier, c'est la question
de la qualité du débat public
de ce qu'est-ce qu'un espace public
est-ce que dans l'espace public
on accepte que des idéologies
qui peuvent être meurtrières
est le droit de citer
qu'au café du commerce on dise
des préjugés, que l'on est
dans sa tête ou dans son petit
journal militant
quelle idéologie comme cela
c'est une chose mais qu'on les déballe
publiquement et que
publiquement on les considère
légitimes, et bien c'est à ce moment-là
que l'on s'habitue au pire
Est-ce que vous exprimez de cette façon dans le livre
la nouveauté n'est pas l'existence
d'un exénophobe ou d'opinion raciste
qui n'ont jamais totalement disparu
pas plus que les actes criminels qui ont inspiré
notamment dans les années 70
c'est le savon du pont de la joie
l'inédit c'est leur légitimation
dans l'espace, c'est le débat public
ce que vous dites, la circulation
des idées et la diffusion des opinions

par le détour d'émissions de télé
et de radio
donc ils seront responsables aussi
avec tous ces émissions qui ne sont pas
d'information, qui sont des émissions
d'opinion, c'est très important
parce que votre émission, qu'est-ce qu'elle fait
elle revisite des affaires avec des faits
vous informez
vous êtes précis sur les dates
sur les mots, sur le contexte etc
un débat public démocratique
c'est pas mon opinion contre la tienne
si c'est mon opinion contre la tienne
c'est rapidement mon préjugé contre le tien
mon identité contre le tienne
et c'est au fond la guerre de tous contre tous
un espace public démocratique
et c'est là où les pouvoirs publics sont actuellement
inactifs je trouve
et c'est pour ça qu'on régule l'audiovisuel
et c'est pour ça qu'on veille
à des principes et bien c'est celui
où nous mettons les informations
au coeur du débat
et il ne suffit pas de venir dire
j'ai le droit de tout dire, non vous n'avez pas le droit
de tout dire, vous n'avez pas le droit de dire
ce qui blesse, vous n'avez pas le droit
de dire ce qui est une haine
vous n'avez pas le droit de dire
ce qui est un appel à la discrimination
vis-à-vis d'une personne
à raison de sa croyance
ou de sa couleur de peau
non, nous n'avons pas le droit de cela
c'est un respect de nous-mêmes
un peu de tenue
comme dit une chanson
Monsieur William
un peu de tenue dans la cinquième avenue
c'était Léo Ferré
et bien aujourd'hui
je pense qu'il me faut et c'est le sens de ce livre

c'est un appel à la violence
un peu de tenue
je vous coupe un peu parce qu'on arrive à la fin de l'émission
ce livre s'appelle L'Appel à la Végilance
face à l'extrême droite et d'ici on la découvre
dans les Librairies à partir de jeudi
merci infiniment et d'oublier la suite, au revoir
c'était à faire sensible
aujourd'hui le discours de Nicolas Sarkozy
avant noble, une émission que vous pouvez réécouter
en podcast, bien sûr, à la technique
aujourd'hui il y avait Lison Bergen